

**PricewaterhouseCoopers Audit**

63, rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine

**Deloitte & Associés**  
Les Docks-Atrium 10.4  
10 place de la Joliette  
13002 Marseille

## **VALNEVA**

Société Européenne

Gerland PlazaTechsud  
70 rue Saint-Jean-de-Dieu  
69007 LYON

---

### **Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés**

Assemblée Générale d'approbation des comptes de  
l'exercice clos le 31 décembre 2015

**PricewaterhouseCoopers Audit**

63, rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine

**Deloitte & Associés**  
Les Docks-Atrium 10.4  
10 place de la Joliette  
13002 Marseille

## **VALNEVA**

Société Européenne

Gerland PlazaTechsud  
70 rue Saint-Jean-de-Dieu  
69007 LYON

---

### **Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés**

Assemblée Générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015

---

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-58 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-58 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée Générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à



cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### **Conventions et engagements soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale**

#### **Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice écoulé**

En application de l'article L. 225-88 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil de Surveillance.

*Convention avec Franck GRIMAUD, membre du Directoire et Directeur Général de la société*

- Nature et objet : la convention de Management (« Management Agreement »), autorisée par le conseil de surveillance du 25 juin 2015, prévoit la rémunération et les avantages sociaux de Monsieur Franck GRIMAUD, à compter de la fin de l'Assemblée Générale convoquée en 2016 en vue de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.
- Modalités : la charge constatée pour l'exercice 2015 par votre société, au titre de ce contrat, s'élève à 0€ et le montant versé à 0€.
- Motifs justifiant de son intérêt pour la société : la conclusion de ce contrat permet d'assurer la stabilité de la direction de la société à long terme, tout en contenant les coûts.

*Engagements à l'égard de Franck GRIMAUD, Membre du Directoire et Directeur Général de la société, pour le paiement d'indemnités ou la fourniture d'avantages par Valneva SE en cas de cessation ou changement de fonction*

- Nature et objet : la convention de Management (« Management Agreement »), autorisée par le Conseil de Surveillance du 25 juin 2015, prévoit des indemnités ou des avantages pour Monsieur Franck GRIMAUD, à compter de la fin de l'Assemblée Générale convoquée en 2016 en vue de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

- Modalités :

1. En cas d'incapacité de travail en raison de maladie ou d'un accident, Valneva SE doit payer une rémunération, qui ajoutée au montant des allocations d'assurance maladie nationale, permet au mandataire social de percevoir sa rémunération telle que définie en Section 6.1 du Management Agreement (soit 245 792,40€ annuel brut à compter du 1er janvier 2016) à hauteur de 100 % pour une période de trois mois et à hauteur de 49 % pour une nouvelle période de trois mois au plus. Le plafond global sur une période de deux années de mandat est une rémunération payable à hauteur de 100 % pour une période de six mois maximum et à hauteur de 49 % pour une nouvelle période de six mois maximum. En toute hypothèse, ces paiements cessent à la date de résiliation du Management Agreement ;
2. En cas de résiliation du Management Agreement autre que par (i) révocation du mandataire social par Valneva SE pour juste motif ou (ii) sur initiative du mandataire social (en dehors des circonstances impliquant une réduction concrète des responsabilités attribuées au mandataire social au titre d'un de ses mandats de direction) et en application des dispositions relatives aux engagements de non-concurrence (section 10.1 du Management Agreement), paiement par Valneva SE de la rémunération complète pour la durée des engagements de non-concurrence (soit un an à compter de la résiliation du Management Agreement) ;
3. En cas de révocation du mandataire social de ses fonctions de membre du Directoire et en cas de la résiliation du Management Agreement (sur préavis de deux mois prenant fin au dernier jour calendaire du mois en cours), paiement de la rémunération telle que définie par la section 6.1 du Management Agreement jusqu'à expiration de la "durée" du Management Agreement (soit à la date la plus récente entre (i) la date de l'Assemblée Générale de Valneva SE appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2018 et (ii) le 30 juin 2019), sous réserve pour le mandataire social, d'avoir accompli, le cas échéant, certains objectifs définis par le conseil de surveillance conformément à l'article L. 225-90-1 du Code de commerce. Pour la période courant jusqu'à la fin du délai de préavis, (i) paiement du bonus tel que défini par la section 6.3 du Management Agreement, au prorata (étant entendu que le bonus ne peut excéder 50 % de la rémunération brute annuelle définie à la section 6.1 du Management Agreement), (ii) paiement des primes d'assurance telles que définies par la Section 6.5 du Management Agreement (Garantie Sociale des Chefs et Dirigeants d'Entreprises), (iii) remboursement des dépenses telles que prévues à la Section 7 du Management Agreement (dont « out-of-pocket expenses ») et (iv) fourniture des avantages en nature tels que définis par la Section 8 du Management Agreement (dont location de voiture de fonction pour un montant maximum de € 1 000 par mois, assurance du véhicule et TVTS) ;



4. En cas de démission et résiliation du Management Agreement par le mandataire social (sur préavis de 2 mois prenant fin au dernier jour calendaire du mois en cours) et si Valneva SE ne notifie pas sa renonciation à l'application des dispositions relatives aux engagements de non-concurrence définis en section 10.1 du Management Agreement, paiement de la rémunération telle que définie par la section 6.1 du Management Agreement et paiement du bonus tel que défini par la section 6.3 du Management Agreement, au prorata. En toute hypothèse, ces paiements seront dus pour la durée des engagements de non-concurrence en accord avec la section 10.1 du Management Agreement, sous réserve, pour le mandataire social, d'avoir accompli, le cas échéant, certains objectifs définis par le conseil de surveillance conformément à l'article L. 225-90-1 du Code de commerce. Si Valneva SE renonce à ses droits relatifs aux dispositions visant les engagements de non-concurrence (Section 10.1 du Management Agreement) ou ne déclare pas mettre en œuvre une rémunération complète continue pour la durée des engagements de non-concurrence, le mandataire social n'aura droit à aucune rémunération future à compter de l'expiration du délai de préavis ;
  5. Si l'un des mandats de direction détenu au sein du Groupe (" Valneva SE Management Position ") prend fin à l'initiative du mandataire social ou de la société concernée, avant l'expiration de la durée du Management Agreement, en raison de circonstances impliquant une réduction concrète des responsabilités attribuées au mandataire social au titre du mandat de direction en question (y compris du fait de la loi ou en raison de l'organisation opérationnelle du Groupe) et sous réserve du cas n°3 mentionné ci-dessus, possibilité pour le mandataire social de démissionner du directoire de Valneva SE avec un paiement de la rémunération telle que définie par la Section 6.1 du Management Agreement et un paiement du bonus tel que défini par la Section 6.3 du Management Agreement, au prorata. En toute hypothèse, ces paiements doivent être effectués jusqu'à expiration de la durée du Management Agreement, sous réserve, pour le mandataire social, d'avoir accompli, le cas échéant, certains objectifs définis par le conseil de surveillance conformément à l'article L. 225-90-1 du Code de commerce. Du montant des rémunérations définies ci-dessus doit être déduit le montant de l'allocation reçue par le mandataire social titre de la GSC durant la période de paiement de ces rémunérations (à titre indicatif, le montant de la GSC versé par la Société pour l'année 2016 s'élève à € 7 514).
- Motifs justifiant de son intérêt pour la société : les règles d'indemnisation qui précèdent traduisent la volonté de la société d'apporter des solutions équitables pour chacun des mandataires sociaux en cas de cessation de leurs fonctions, et permettent de limiter les coûts résultant de la mise en œuvre d'une résiliation du Management Agreement, d'améliorer la prévisibilité de ces coûts et de limiter les risques de litige.



*Engagements autorisés à l'égard de Thomas LINGELBACH, président du Directoire pour le paiement d'indemnités ou la fourniture d'avantages par Valneva Austria GmbH en cas de cessation ou changement de fonctions*

- Nature et objet : la convention de Management (« Management Agreement »), autorisée par le conseil de surveillance du 25 juin 2015 et conclu avec la filiale Valneva Austria GmbH, prévoit des indemnités ou des avantages pour Monsieur Thomas LINGELBACH.
- Modalités :
  1. En cas d'incapacité de travail en raison de maladie ou d'un accident, Valneva Austria GmbH doit payer une rémunération telle que définie en section 6.1 du Management Agreement (soit 327 723,20€ annuel brut à compter du 1er janvier 2016) à hauteur de 100% pour une durée de trois mois maximum et à hauteur de 49 % pour une nouvelle durée de trois mois au plus. Le plafond global sur une période de deux années de mandat est une rémunération payable à hauteur de 100 % pour une période de six mois maximum et à hauteur de 49 % pour une nouvelle période de six mois maximum. En toute hypothèse, ces paiements cessent à la date de résiliation du Management Agreement ;
  2. En cas de déclaration par Valneva Austria GmbH de la mise en œuvre des dispositions relatives aux engagements de non concurrence (Section 10.2 du Management Agreement) et après simple préavis de résiliation adressé par Valneva Austria GmbH, paiement de la rémunération complète pour la durée des engagements de non-concurrence (soit un an à compter de la résiliation du Management Agreement) ;
  3. En cas de résiliation du Management Agreement par le mandataire social sur décision motivée et en accord avec la Section 26 de l'Austrian White Collar Workers Act (sous réserve de la démission, par le mandataire social de ses fonctions de Gérant de Valneva Austria GmbH et de son mandat de membre du directoire de Valneva SE, dans un délai raisonnable) paiement de la rémunération définie en Section 6.1 du Management Agreement et paiement du bonus défini en Section 6.3 du Management Agreement, au prorata (étant entendu que le bonus ne peut excéder 60 % de la rémunération brute annuelle définie à la Section 6.1 du Management Agreement). En toute hypothèse, ces paiements sont dus jusqu'à l'expiration de la « Durée » du Management Agreement (soit à la date la plus récente entre (i) la date de l'Assemblée Générale de Valneva SE appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2018 et (ii) le 30 juin 2019) et après déduction de ce que le mandataire social a économisé pour le travail non fourni ou de ce qu'il a gagné au titre de tout autre travail, ou du manque à gagner qu'il a intentionnellement créé (Section 29 de l'Austrian White Collar Workers Act) ;
  4. En cas de révocation par Valneva Austria GmbH du mandataire social pour ses fonctions de Gérant de Valneva Austria GmbH et avec la résiliation du



Management Agreement sur préavis tel que défini par la Section 20 de l'Austrian White Collar Workers Act (préavis prenant fin au dernier jour calendaire du mois en cours) paiement de la rémunération telle que définie par la Section 6.1 du Management Agreement jusqu'à expiration de la Durée du Management Agreement et jusqu'à expiration de la période de préavis i) paiement du bonus tel que défini par la Section 6.3 du Management Agreement, au prorata, ii) paiement des primes d'assurance telles que définies par la Section 6.5 du Management Agreement (assurance vie/décès – primes actuelles de 1 000€ par mois), iii) remboursement des dépenses telles que prévues à la Section 7 du Management Agreement (dont « out-of-pocket expenses » et « travel expenses ») et iv) fourniture des avantages en nature tels que définis par la Section 8 du Management Agreement (dont location de voiture de fonction pour un montant maximum de 1 000€ par mois, assurance du véhicule et autres dépenses diverses associées) ;

5. En cas de résiliation par le mandataire social de son Management Agreement sous réserve d'une période de préavis correspondant à celle que Valneva Austria GmbH aurait appliqué conformément à la Section 20 de l'Austrian White Collar Workers Act (préavis prenant fin au dernier jour calendaire du mois en cours) paiement de la rémunération telle que définie par la Section 6.1 du Management Agreement et paiement du bonus tel que défini par la Section 6.3 du Management Agreement, au prorata. En toute hypothèse, ces paiements sont dus pour la durée de la période de non-concurrence définie par la Section 10.2 du Management Agreement, soit un an à compter de la résiliation du Management Agreement. Ce qui précède ne s'applique pas si Valneva Austria GmbH notifie sa renonciation à mettre en œuvre les dispositions relatives aux engagements de non-concurrence au cours du délai de préavis. Dans ce cas, le mandataire social ne pourra prétendre à aucune rémunération future à compter de l'expiration de la période de préavis ;
6. Si l'un des mandats de direction ("Valneva SE Management Position") pour M. Thomas LINGELBACH prend fin par démission adressée par le mandataire social ou par décision de la société concernée, avant l'expiration de la Durée du Management Agreement et en raison de circonstances impliquant une réduction concrète des responsabilités attribuées à M. LINGELBACH au titre du mandat de direction en question (y compris du fait de la loi ou en raison de l'organisation opérationnelle du Groupe), possibilité pour le mandataire social de démissionner de ses fonctions de Gérant de Valneva Austria GmbH avec un paiement de la rémunération telle que définie par la Section 6.1 du Management Agreement et un paiement du bonus tel que défini par la Section 6.3 du Management Agreement, au prorata. En toute hypothèse, ces paiements sont dus jusqu'à expiration de la Durée du Management Agreement.



- Motifs justifiant de son intérêt pour la société : les règles d'indemnisation qui précèdent traduisent la volonté de la société d'apporter des solutions équitables pour chacun des mandataires sociaux en cas de cessation de leurs fonctions, et permettent de limiter les coûts résultant de la mise en œuvre d'une résiliation du Management Agreement, d'améliorer la prévisibilité de ces coûts et de limiter les risques de litige

*Engagements autorisés à l'égard de M. Reinhard KANDERA, Membre du Directoire pour le paiement d'indemnités ou la fourniture d'avantages par Valneva Austria GmbH en cas de cessation ou changement de fonctions*

- Nature et objet : la convention de Management (« Management Agreement »), autorisée par le Conseil de Surveillance du 25 juin 2015 et conclu avec la filiale Valneva Austria GmbH, prévoit des indemnités ou des avantages pour Monsieur Reinhard KANDERA.
- Modalités :
  1. En cas d'incapacité de travail en raison de maladie ou d'un accident, Valneva Austria GmbH doit payer une rémunération telle que définie en Section 6.1 du Management Agreement (soit 245 792,40€ annuel brut à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016) à hauteur de 100 % pour une durée de trois mois maximum et à hauteur de 49 % pour une nouvelle durée de trois mois au plus. Le plafond global sur une période de deux années de mandat est une rémunération payable à hauteur de 100 % pour une période de six mois maximum et à hauteur de 49 % pour une nouvelle période de six mois maximum. En toute hypothèse, ces paiements cessent à la date de résiliation du Management Agreement ;
  2. En cas de déclaration par Valneva Austria GmbH de la mise en œuvre des dispositions relatives aux engagements de non-concurrence (Section 10.2 du Management Agreement) et après simple préavis de résiliation adressé par Valneva Austria GmbH, paiement de la rémunération complète pour la durée des engagements de non-concurrence (soit un an à compter de la résiliation du Management Agreement).
  3. En cas de résiliation du Management Agreement par le mandataire social sur décision motivée en accord avec la Section 26 de l'Austrian White Collar Workers Act (sous réserve de la démission, par le mandataire social de ses fonctions de Gérant de Valneva Austria GmbH et de son mandat de membre du Directoire de Valneva SE, dans un délai raisonnable), paiement de la rémunération définie en Section 6.1 du Management Agreement et paiement du bonus défini en Section 6.3 du Management Agreement, au prorata (étant entendu que le bonus ne peut excéder 60 % de la rémunération brute annuelle définie à la Section 6.1 du Management Agreement, ce taux étant ramené à 50 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016). En toute hypothèse, ces paiements sont dus i)



jusqu'à expiration de la « Durée » du Management Agreement (soit à la date la plus récente entre (i) la date de l'Assemblée Générale de Valneva SE appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2018 et (ii) le 30 juin 2019) et ii) après déduction de ce que le mandataire social a économisé pour le travail non fourni ou de ce qu'il a gagné au titre de tout autre travail, ou du manque à gagner qu'il a intentionnellement créé (Section 29 de l'Austrian White Collar Workers Act) ;

4. En cas de révocation par Valneva Austria GmbH du mandataire social pour ses fonctions de Gérant de Valneva Austria GmbH et en cas de résiliation du Management Agreement, sur préavis, tel que défini par la Section 20 de l'Austrian White Collar Workers Act (préavis prenant fin au dernier jour calendaire du mois en cours) paiement de la rémunération telle que définie par la Section 6.1 du Management Agreement jusqu'à expiration de la Durée du Management Agreement et jusqu'à expiration de la période de préavis i) paiement du bonus tel que défini par la Section 6.3 du Management Agreement, au prorata, ii) paiement des primes d'assurance telles que définies par la Section 6.5 du Management Agreement (assurance vie/décès – primes actuelles de 1 000€ par mois), iii) remboursement des dépenses telles que prévues à la Section 7 du Management Agreement (dont « out-of-pocket expenses ») et iv) fourniture des avantages en nature tels que définis par la Section 8 du Management Agreement (dont location de voiture de fonction pour un montant maximum de 1 000€ par mois, assurance du véhicule et autres dépenses diverses associées) ;
5. En cas de résiliation par le mandataire social de son Management Agreement sous réserve d'une période de préavis correspondant à celle que Valneva Austria GmbH aurait appliqué conformément à la Section 20 de l'Austrian White Collar Workers Act (préavis prenant fin au dernier jour calendaire du mois en cours) paiement de la rémunération telle que définie par la Section 6.1 du Management Agreement et paiement du bonus tel que défini par la Section 6.3 du Management Agreement, au prorata. En toute hypothèse, ces paiements sont dus pour la durée de la période de non-concurrence définie par la Section 10.2 du Management Agreement, soit un an à compter de la résiliation du Management Agreement. Ce qui précède ne s'applique pas si Valneva Austria GmbH notifie sa renonciation à mettre en œuvre les dispositions relatives aux engagements de non-concurrence au cours du délai de préavis. Dans ce cas, le mandataire social ne pourra prétendre à aucune rémunération future à compter de l'expiration de la période de préavis.



6. Si l'un des mandats de direction ("Valneva SE Management Position ») prend fin par démission adressée par le mandataire social ou par décision de la société du Groupe concernée, avant l'expiration de la Durée du Management Agreement, en raison de circonstances impliquant une réduction concrète des responsabilités attribuées à M. KANDERA au titre du mandat de direction en question (y compris du fait de la loi ou en raison de l'organisation opérationnelle du Groupe), possibilité pour le mandataire social de démissionner de ses fonctions de Gérant de Valneva Austria GmbH avec i) paiement de la rémunération telle que définie par la Section 6.1 du Management Agreement et ii) paiement du bonus tel que défini par la Section 6.3 du Management Agreement, au prorata. En toute hypothèse, ces paiements sont dus jusqu'à expiration de la Durée du Management Agreement.
- Motifs justifiant de son intérêt pour la société : les règles d'indemnisation qui précèdent traduisent la volonté de la société d'apporter des solutions équitables pour chacun des mandataires sociaux en cas de cessation de leurs fonctions, et permettent de limiter les coûts résultant de la mise en œuvre d'une résiliation du Management Agreement, d'améliorer la prévisibilité de ces coûts et de limiter les risques de litige

### **Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs**

En application de l'article R. 225-57 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'Assemblée Générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

*Convention avec Franck GRIMAUD, Membre du Directoire et Directeur Général de la société*

- Nature et objet : la convention de Management (« Management Agreement »), préalablement autorisée par le conseil de surveillance du 31 mai 2013 et approuvée par votre Assemblée Générale du 26 juin 2014, prévoit la rémunération et les avantages sociaux de Monsieur Franck GRIMAUD, à compter du 28 mai 2013, date d'immatriculation au Registre du Commerce et des sociétés de Lyon de Valneva sous forme de société européenne.
- Modalités : la charge constatée pour l'exercice 2015 par votre société, au titre de ce contrat, s'élève à 559 201,24€ et le montant versé à 624 323,57€.



*Conventions avec la société Groupe Grimaud La Corbière SA, Actionnaire disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 %*

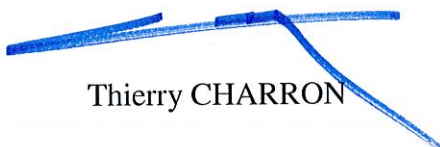
- Personne concernée : Franck GRIMAUD, Membre du Directoire et Directeur Général de votre société et Président du Directoire du Groupe Grimaud La Corbière SA
- Objets et modalités :
  1. Le cautionnement par le Groupe Grimaud La Corbière, de l'emprunt souscrit par votre société pour un montant total de 500 000€ auprès de la Caisse d'Epargne Pays de Loire s'est poursuivi. La charge constatée pour l'exercice 2015 par votre société, au titre du cautionnement, s'élève à 1 759,33€ et le montant versé à 1 759,33€ ;
  2. Le cautionnement par le Groupe Grimaud La Corbière des Emprunts souscrits par votre société pour un montant total de € 1 500 000 auprès du Crédit Mutuel et du LCL s'est poursuivi. La rémunération du cautionnement du Groupe Grimaud La Corbière en faveur de la société s'élève à 0,75 % des encours. La charge constatée pour l'exercice 2015 par votre société, au titre du cautionnement, s'élève à 3 382,18€ et le montant versé à 3 382,18€ ;
  3. Le cautionnement par le Groupe Grimaud La Corbière, de l'emprunt souscrit par votre société pour un montant total de 1 200 000€ auprès du Crédit Mutuel s'est poursuivi. La rémunération du cautionnement du Groupe Grimaud La Corbière en faveur de la Société s'élève à 0,75 % des encours cautionnés. La charge constatée pour l'exercice 2015 par votre société, au titre du cautionnement, s'élève à 407,03€ et le montant versé à 407,03€.

En application de la loi, nous vous signalons que le Conseil de Surveillance n'a pas procédé à l'examen annuel de ces conventions conclues et autorisées au cours d'exercices antérieurs avec la société Groupe Grimaud La Corbière SA dont l'exécution a été poursuivie au cours du dernier exercice, prévu par l'article L.225-88-1 du Code de commerce.

Neuilly-sur-Seine et Marseille, le 18 mars 2016


Les Commissaires aux Comptes

**PricewaterhouseCoopers Audit**



Thierry CHARRON

**Deloitte & Associés**



Vincent GROS